

STOP aux violences sexistes et sexuelles !

4 novembre 2021



CGT, FSU, Solidaires

STOP aux violences sexistes et sexuelles !

En cette journée internationale de luttes contre les violences faites aux femmes, la CGT, FSU, Solidaires réaffirment leur soutien et leur solidarité à toutes les femmes et tous les peuples qui combattent les régimes autoritaires, réactionnaires et libéraux visant à toujours limiter les droits des femmes et organiser leur domination. Nos syndicats condamnent avec la plus grande fermeté les inactions des gouvernements contre ce fléau et le recours toujours impuni aux viols de femmes et de filles toujours utilisés comme arme de guerre dans les zones de conflit. Elles rappellent que l'accès à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, au logement, au travail... sont des leviers incontournables d'émancipation.

En France, le manque d'ambition politique et de moyens dédiés n'a pas permis de faire reculer les violences sexistes et sexuelles et laisse persister une situation inacceptable, celles des femmes victimes ... jusqu'à la mort.

La sphère du travail, loin d'être épargnée, accuse toujours des constats accablants : 1 femme sur 3 déclare avoir été victime de harcèlement sexuel au travail et, selon les chiffres 2020 du ministère chargé de l'égalité, 30% des femmes ont déjà été harcelées ou agressées sur leur lieu de travail quand 9% ont subi un viol par quelqu'un de leur milieu professionnel.

Nos organisations CGT, FSU et Solidaires exigent que le gouvernement français mette la loi en conformité avec les recommandations de la convention 190 de l'OIT qu'il a signée en juin dernier. Il doit doter la législation française de mesures et de moyens ambitieux pour prévenir, contrôler et combattre les violences sexistes et sexuelles au travail. De plus, les milliards d'argent public dépensés dans les plans de relance économique doivent être assortis de contraintes favorables à l'égalité professionnelle et d'obligations imposées aux employeurs de mettre en œuvre des dispositifs rigoureux contre les violences faites aux femmes. Les employeurs publics ont un devoir d'exemplarité de ce point de vue et doivent renforcer l'axe 5 des plans d'action issus des accords d'égalité afin que la tolérance zéro s'applique dans les trois versants de la fonction publique, les ministères de tutelle et les collectivités territoriales.

Nos organisations syndicales appellent les personnels à manifester ensemble **le 20 novembre** au côté de NousToutes à Paris et partout en France. Elles appellent à construire des actions définies et décidées localement **le 26 novembre** pour interpeller nos employeurs privés et publics ainsi que le gouvernement afin d'exiger la mise en œuvre immédiate d'un grand plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

En cette journée internationale de luttes contre les violences faites aux femmes, la CGT, FSU, Solidaires réaffirment leur soutien et leur solidarité à toutes les femmes et tous les peuples qui combattent les régimes autoritaires, réactionnaires et libéraux visant à toujours limiter les droits des femmes et organiser leur domination. Nos syndicats condamnent avec la plus grande fermeté les inactions des gouvernements contre ce fléau et le recours toujours impuni aux viols de femmes et de filles toujours utilisés comme arme de guerre dans les zones de conflit. Elles rappellent que l'accès à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, au logement, au travail... sont des leviers incontournables d'émancipation.

En France, le manque d'ambition politique et de moyens dédiés n'a pas permis de faire reculer les violences sexistes et sexuelles et laisse persister une situation inacceptable, celles des femmes victimes ... jusqu'à la mort.

La sphère du travail, loin d'être épargnée, accuse toujours des constats accablants : 1 femme sur 3 déclare avoir été victime de harcèlement sexuel au travail et, selon les chiffres 2020 du ministère chargé de l'égalité, 30% des femmes ont déjà été harcelées ou agressées sur leur lieu de travail quand 9% ont subi un viol par quelqu'un de leur milieu professionnel.

Nos organisations CGT, FSU et Solidaires exigent que le gouvernement français mette la loi en conformité avec les recommandations de la convention 190 de l'OIT qu'il a signée en juin dernier. Il doit doter la

législation française de mesures et de moyens ambitieux pour prévenir, contrôler et combattre les violences sexistes et sexuelles au travail. De plus, les milliards d'argent public dépensés dans les plans de relance économique doivent être assortis de contraintes favorables à l'égalité professionnelle et d'obligations imposées aux employeurs de mettre en oeuvre des dispositifs rigoureux contre les violences faites aux femmes. Les employeurs publics ont un devoir d'exemplarité de ce point de vue et doivent renforcer l'axe 5 des plans d'action issu des accords égalité afin que la tolérance zéro s'applique dans les trois versants de la fonction publique, les ministères de tutelle et les collectivités territoriales.

Nos organisations syndicales appellent les personnels à manifester ensemble

le 20 novembre au côté de NousToutes à Paris et partout en France. Elles appellent à construire de s actions définies et décidées localement **le 25 novembre}**

pour interpeller nos employeurs privés et publics ainsi que le gouvernement afin d'exiger la mise en oeuvre immédiate d'un grand plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.



CGT, FSU, Solidaires

STOP aux violences sexistes et sexuelles !

En cette journée internationale de luttes contre les violences faites aux femmes, la CGT, FSU, Solidaires réaffirment leur soutien et leur solidarité à toutes les femmes et tous les peuples qui combattent les régimes autoritaires, réactionnaires et libéraux visant à toujours limiter les droits des femmes et organiser leur domination. Nos syndicats condamnent avec la plus grande fermeté les inactions des gouvernements contre ce fléau et le recours toujours impuni aux viols de femmes et de filles toujours utilisés comme arme de guerre dans les zones de conflit. Elles rappellent que l'accès à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, au logement, au travail... sont des leviers incontournables d'émancipation.

En France, le manque d'ambition politique et de moyens dédiés n'a pas permis de faire reculer les violences sexistes et sexuelles et laisse persister une situation inacceptable, celles des femmes victimes ... jusqu'à la mort.

La sphère du travail, loin d'être épargnée, accuse toujours des constats accablants : 1 femmes sur 3 déclarent avoir été victime de harcèlement sexuel au travail et, selon les chiffres 2020 du ministère chargé de l'égalité, 30% des femmes ont déjà été harcelées ou agressées sur leur lieu de travail quand 9% ont subi un viol par quelqu'un de leur milieu professionnel.

Nos organisations CGT, FSU et Solidaires exigent que le gouvernement français mette la loi en conformité avec les recommandations de la convention 190 de l'OIT qu'il a signé en juin dernier. Il doit doter la législation française de mesures et de moyens ambitieux pour prévenir, contrôler et combattre les violences sexistes et sexuelles au travail. De plus, les milliards d'argent public dépensés dans les plans de relance économique doivent être assortis de contraintes favorables à l'égalité professionnelle et d'obligations imposées aux employeurs de mettre en œuvre des dispositifs rigoureux contre les violences faites aux femmes. Les employeurs publics ont un devoir d'exemplarité de ce point de vue et doivent renforcer l'axe 5 des plans d'action issu des accords égalité afin que la tolérance zéro s'applique dans les trois versants de la fonction publique, les ministères de tutelle et les collectivités territoriales.

Nos organisations syndicales appellent les personnels à manifester ensemble **le 20 novembre** au côté de NousToutes à Paris et partout en France. Elles appellent à construire des actions définies et décidées localement **le 25 novembre** pour interpeller nos employeurs privés et publics ainsi que le gouvernement afin d'exiger la mise en œuvre immédiate d'un grand plan de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

- Emplacement : PRESSE > Communiqués >

- Adresse de cet article :

<https://solidaires.org/STOP-aux-violences-sexistes-et-sexuelles>